

Les rapports entre les deux blocs

Source: CVCE. European Navigator. Marco Gabellini.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/les_rapports_entre_les_deux_blocs-fr-207bc193-2b17-47f8-8a87-3203d2f21e30.html

Date de dernière mise à jour: 08/07/2016



Les rapports entre les deux blocs

Au début des années cinquante, les relations Est-Ouest sont caractérisées par une tension et une méfiance permanentes entre les deux superpuissances que sont les États-Unis et l'Union soviétique.

En juin 1950, avec l'invasion par les troupes communistes nord-coréennes de la Corée du Sud, la Guerre froide se déplace de l'Europe vers l'Asie du Sud-Est. La région devient le théâtre d'un conflit idéologique sanglant entre l'Occident et le monde communiste, qui contribue indirectement à précipiter le réarmement de la République fédérale allemande. Ce n'est qu'en juillet 1953, après la signature d'un armistice à Pan Mun Jom, qu'une paix fragile s'installe autour du 38^e parallèle. Bien que la guerre de Corée demeure un conflit international géographiquement limité, elle démontre que les deux grands ne peuvent s'affronter de front au risque de provoquer une guerre généralisée.

Aux États-Unis, l'issue de l'élection présidentielle de 1952 se concrétise par l'accession aux plus hautes fonctions du général Eisenhower et par une évolution de la politique étrangère américaine à l'égard de l'Union soviétique. Favorable dès le départ à une politique de fermeté et de refoulement face au communisme, doctrine dite du « roll back », le président Eisenhower doit cependant tenir compte des dangers d'escalade et des risques de confrontation nucléaire directe avec les Soviétiques, et opte, dès l'année 1953, pour une nouvelle stratégie, celle du « new-look ». Celle-ci combine à la fois la diplomatie et la menace des représailles massives, « massive retaliation ». En outre, les États-Unis ne détiennent plus le monopole de l'arme atomique et doivent tenir compte des progrès technologiques de l'Union soviétique, qui depuis 1949 s'est dotée de la bombe A et dispose de la bombe H en 1953.

Ce n'est qu'avec l'annonce de la mort de Staline, le 5 mars 1953 et l'arrivée de Nikita S. Khrouchtchev au Kremlin en 1955, qu'une période de dégel s'installe dans les relations Est-Ouest.

Le 15 mai 1955, l'Autriche et les quatre puissances occupantes (États-Unis, Grande-Bretagne, France et URSS) signent le Traité d'État, qui met fin au statut d'occupation du pays et rétablit ainsi une Autriche neutre, indépendante et démocratique, qui retrouve ses frontières de 1938. Le 5 novembre, elle inscrit le principe de la neutralité dans sa Constitution, neutralité reconnue par la communauté internationale. L'Autriche devient immédiatement membre du Conseil de l'Europe et intègre l'Organisation des Nations unies (ONU) le 14 novembre 1955.

Enfin, du 18 au 23 juillet 1955, les chefs de gouvernements des quatre grandes puissances (États-Unis, Royaume-Uni, France et URSS) se rencontrent à Genève. Or, en dépit de l'échec des pourparlers portant sur la sécurité européenne, sur le désarmement et sur les relations Est-Ouest, la réunion se termine dans un climat de détente entre les différents protagonistes.

Quelques mois plus tard en septembre 1955, le chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer entreprend son premier voyage à Moscou. Entrevue qui aboutit à l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays

Malgré ces signes encourageants, la méfiance et l'opposition idéologique entre les deux blocs n'ont pourtant pas disparu. En réaction à l'adhésion de la République fédérale d'Allemagne (RFA) à l'OTAN en mai 1955, l'Union soviétique signe le même mois avec l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie, la République démocratique allemande, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle connu sous le nom de Pacte de Varsovie.

En Europe centrale et orientale, avec le décès de Staline et les débuts de la politique de déstalinisation engagée par le nouveau leader communiste Nikita Khrouchtchev, les populations de plusieurs États satellites essaient de se libérer du joug de Moscou. La Pologne, malgré un certain nombre de heurts violents à Poznan, voit la réhabilitation de Ladislas Gomulka, ancien secrétaire général du Parti ouvrier, arrêté en 1951 et qui devient dès octobre 1956 le nouveau premier secrétaire du comité central du Parti ouvrier unifié de Pologne (POUP). Il réussit *in extremis* à éviter une intervention militaire de l'URSS pour mater les émeutes ouvrières et le coup d'État d'octobre 1956.

En revanche, la situation est toute autre pour l'Allemagne de l'Est et pour la Hongrie. Ces deux pays subissent en juin 1953 et novembre 1956 respectivement l'intervention militaire de l'URSS, bien décidée à mettre fin aux insurrections populaires et à réaffirmer ainsi sa volonté de tenir dans une main de fer son « glacis ». Cette riposte armée et le rétablissement d'un régime inféodé à Moscou entraînent l'exil de plus de deux-cent mille Hongrois vers l'Ouest.

Si donc au milieu des années cinquante, les relations Est-Ouest évoluent et sont placées sous le signe de la coexistence pacifique, la Guerre froide n'a pas pour autant disparu et les tensions idéologiques entre les deux blocs subsistent.